

L'endettement asservit les peuples

La dette est l'une des conséquences de notre État providence. Elle est un vol commis sur les générations futures et un asservissement pour les États qui la pratique à haute dose. « Pour payer la dette d'un jour, vous verrez fonder de nouveaux pouvoirs qui vont durer des siècles », prévenait déjà Alexis de Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution*. La dette consiste à faire payer par les enfants non encore nés les plaisirs des pères. Dans un système démocratique qui repose sur une forme subtile d'achat de voix et de social clientélisme, elle est l'expédient efficace pour verser des subventions, bâtir des logements, satisfaire des intérêts catégoriels. C'est la fameuse théorie des choix publics démontrée notamment par James Buchanan. Les États s'endettent d'autant plus facilement que cette pratique est facile, que l'argent vienne d'Amérique ou de prêteurs privés. Quand cette pratique satisfait en plus la population qui peut ainsi jouir de la vie sans travailler, il n'y a aucune raison d'y mettre des freins. Et en plus les économistes keynésiens s'évertuent à faire croire que la dette est positive. Si même les théologiens légitiment le péché, il n'y a aucune raison d'être vertueux. Ainsi émerge l'idée que la dette est bonne puisqu'elle permet de faire fonctionner l'économie grâce aux dépenses productives et à l'investissement. Que cette dette serve essentiellement à payer des dépenses de fonctionnement ne semble pas troubler ses thuriféraires. On explique également qu'un État n'a pas besoin de rembourser sa dette. Puisque l'État est une divinité magique qui prodigue ses bienfaits et sa libéralité à ses adorateurs qui sacrifient pour lui, il n'y a aucune raison de désespérer de sa dette ni de craindre un défaut de paiement. Ainsi voguent les mythes attirés par les sirènes, avant de s'écraser sur les rochers de la réalité.

Quand les États font faillite

C'est oublier que dans la période récente de nombreux États ont fait faillite. En 1982, c'est le Mexique qui explose. Porté par la hausse des prix du pétrole au cours de la décennie 1970, l'État central a engrangé les devises et dépensé sans compter pour acheter la paix sociale. Il s'est endetté à taux élevé et a distribué l'argent sans compter. Dix ans plus tard, il ne peut plus rembourser et doit se mettre sous la tutelle des États-Unis pour éviter le chaos.

En 1998 et 2002, c'est l'Argentine qui décroche à son tour, après cinquante années de socialisme façon Perón ou façon junte militaire, selon les décennies. Les habitants ne peuvent plus retirer leur argent à la banque, le chômage explose ainsi que la pauvreté. En 2012, c'est Chypre qui ne peut plus payer sa dette et qui entre à son tour en pleine récession.

La dette conduit à la faillite et au désastre des peuples ; mais tant que tout va bien nul ne tente de faire des efforts pour l'abaisser. Le risque est de croire que cela n'arrive qu'aux autres et ne

viendra jamais chez nous.

Éviter la faillite en légitimant le vol

La meilleure façon d'éviter la faillite sans réduire la dette est de légitimer le vol et de le pratiquer à haute dose, tout en le couvrant de slogans généreux. Cela fonctionne un temps, parfois assez long, jusqu'à ce que les plus imposés s'en aillent et qu'il ne reste plus personne pour assumer l'impôt. Un État peut aussi s'en prendre à ses créanciers, les expulser ou les ruiner. Les exemples, là aussi, ne manquent pas.

À deux reprises, Philippe le Bel a fait arrêter et emprisonner ses créanciers lombards (1291 et 1311). En 1293, il lance un emprunt forcé sur les bourgeois du royaume, emprunt qui ne fut jamais remboursé. C'est le même Philippe IV qui fait arrêter les Templiers, manipule la justice pour que celle-ci prononce une condamnation pour hérésie et leur prend ainsi leurs biens, leur trésor et, surtout, ne rembourse pas sa dette. Malheur donc à ceux qui prêtent trop aux États.

L'exemple aurait pu être médité par les Fugger, cette riche famille d'Europe qui prêta de l'argent à de nombreux princes du XVI^e siècle. Parmi eux, Charles Quint et la richissime Castille. L'Espagne des Habsbourg ne pouvait pas faire faillite : l'or affluait des Amériques, l'armée était puissante et redoutée, le Soleil ne se couchait jamais sur l'Empire. Mais l'argent qui arrive trop facilement engendre des dépenses faciles et inutiles. En 1560, sous Philippe II, Madrid est acculé à la faillite. Les Fugger sont ruinés.

Il ne reste donc que l'impôt, toujours plus fort et toujours plus haut, pour prélever sans cesse quelque argent et pressurer un peuple qui, tout en se plaignant des taux d'imposition élevés, demande à ce que l'État intervienne plus, protège, rénove les routes, sauve la Sécurité sociale, accorde la cantine et l'école gratuite et le pass culture. Le lien entre dépense publique, taux d'imposition et montant de la dette n'est pas toujours clair dans les esprits des citoyens.

En 1788, le royaume de France est surendetté, notamment à cause du coût exorbitant de la guerre d'Amérique. C'est l'une des causes de la Révolution. Mais surtout, cela amène le gouvernement provisoire à voler les biens du clergé et à les vendre. Les manuels scolaires parlent pudiquement de nationalisation des biens du clergé, pour donner une tournure positive à ce qui

reste comme une attaque massive et sans précédent contre la propriété privée et le droit. Une philosophie politique qui plonge ses racines dans la légitimation de la négation de la propriété privée, donc du respect du droit, ne peut que passer outre aux intérêts de sa population. La même opération se répète en 1905-1906. Outre l'aspect idéologique d'affrontement entre la nouvelle République et l'Église, la loi de séparation de 1905 est aussi une atteinte à la propriété et un vol massif de biens privés. On ne compte plus les anciens couvents réquisitionnés pour devenir des lycées ni les évêchés devenus des mairies (comme à Blois et à Fréjus). L'histoire fiscale de la France au XX^e siècle s'est ouverte par cette spoliation massive par l'État d'associations privées. Il fallait bien financer la colonisation et le clientélisme pour maintenir un régime qui était particulièrement instable et discrédité.

La dette ou l'esclavage des États

Un État surendetté annonce donc la spoliation de ses citoyens. À cet égard, les mesures prises contre l'assurance-vie et la possibilité donnée de geler les comptes bancaires peuvent faire craindre le pire. Mais un État endetté, c'est aussi un pays qui est asservi aux desiderata de ses créanciers. Là aussi, l'histoire ne manque pas d'exemples.

Au XIX^e siècle, l'Égypte et l'Empire ottoman sont deux États en situation de surendettement massif. Ils ont voulu payer par la dette la modernisation de leurs infrastructures, sauf que cela n'a nullement permis l'essor économique espéré. C'était, avant l'heure, l'échec de la croissance par la relance de type keynésienne. La conséquence fut la colonisation de l'Égypte par l'Angleterre. Londres prêta au Caire et obtint en échange la tutelle de l'Égypte, lui assurant ainsi une base militaire et la sécurisation de la route des Indes. On laisse à l'Égypte un semblant d'autonomie ; les Anglais ne voulant pas non plus se perdre dans les sables du pays.

Le même phénomène arriva aux Ottomans. Ce fut cette fois l'Allemagne qui prit le dessus. Certes, les crédits furent largement ouverts, mais au prix de la sujétion de Constantinople par Berlin. Pour ces deux pays, la dette aboutit à la colonisation financière et politique. S'endetter, c'est mettre de côté son indépendance et se placer sous la tutelle d'un tiers.

Lorsqu'en 1956 l'Angleterre voulut intervenir à Suez pour protéger le canal menacé de

nationalisation par Nasser, elle dut reculer sous la menace américaine. Nous n'étions plus dans les années 1860. Désormais, c'était Washington qui contrôlait la dette anglaise et qui put imposer sa politique à son allié. L'État providence installé dix ans plus tôt aboutissait à la fin de la souveraineté anglaise, avant d'arriver à sa faillite. Il en fut de même pour Cuba, cette fois au profit de l'URSS. Moscou obligea La Havane à intervenir en Angola pour maintenir le régime communiste en place. Cuba dû s'exécuter, sous peine de voir disparaître les aides financières reçues du cousin soviétique. On présenta cela comme il se doit, c'est-à-dire comme une aide aux peuples opprimés par le capitalisme.

L'impuissance géopolitique

La dette devient un mode de vie que l'on reproche aux dirigeants politiques, mais qui est d'abord demandé par les peuples. Pour effacer la dette, nul n'est besoin de vol ni de spoliation, mais de réduction de la dépense publique. Qui est prêt à cela ? La dette conduit à un modèle de société finalement apprécié, d'autant plus que ce sont les autres qui payent et que l'on espère toujours que la faillite ne viendra pas.

Autrefois, la dette était la conséquence de la guerre, donc de l'intervention de l'État. Aujourd'hui, elle est essentiellement la conséquence de l'État providence, donc de l'État obèse, et elle empêche l'intervention régaliennne de l'État. Elle signe l'impuissance géopolitique des États qui abdiquent leur liberté en se soumettant à leurs créanciers. La dette américaine est désormais possession de la Chine et la France est en train d'être achetée par les fonds souverains des pays du Golfe. C'est là une autre conséquence de l'État providence. En surtaxant les investisseurs, en s'en prenant « aux riches » et à l'investissement du capital, on se condamne à devoir acheter de la dette à l'extérieur. Non content d'affaiblir l'économie d'aujourd'hui, on avorte le dynamisme de demain. L'endettement public mondialisé est en train de redessiner le monde. La dette publique affaiblit les pôles de la Triade et surtout les pays occidentaux. Réduire la dette, c'est donc se libérer de l'esclavage de l'étranger tout autant que dynamiser son économie. C'est aussi donner un espoir à la jeunesse de son pays, en lui promettant un autre héritage qu'un fardeau impossible à porter consistant à payer la facture de ses parents. « Les pères ont mangé des raisins verts et les dents des enfants en ont été cariées » nous dit le livre d'Ezéchiel.

Qu'allons-nous choisir ? L'esclavage à Babylone ou la sortie du désert d'Égypte ?

